Appropriations de la décentralisation et régulation des systèmes éducatifs en Afrique subsaharienne : Une analyse comparée des cas du Bénin et du Sénégal

Madeleine D. Tchimou (Université de Montréal)

Résumé :

Cette recherche analyse la **régulation** des systèmes éducatifs du Bénin et du Sénégal dans le cadre de la **décentralisation** de l'éducation qui leur a été prescrite à travers les politiques d'ajustement structurel. Quatre aspects clés du système éducatif ont été analysés : *l'offre d'éducation*, les *programmes d'enseignement*, *l'inspection et/ou le contrôle des enseignants* et la *condition enseignante*. L'étude de cas à partir de données invoquées a été utilisée. Il ressort de l'analyse comparée des portraits nationaux que les *appropriations* nationales de la mise en application de la **décentralisation** demeurent *assez distinctes* dans ces deux pays et que la régulation actuelle de leurs systèmes éducatifs repose sur un *modèle composite*.

Abstract :

This paper analyzes the regulation of education systems in Benin and in Senegal in the context of decentralization as prescribed through the structural adjustment policy. Four key elements of the education system are considered: access, curriculum, inspection and, or supervision of teachers, and teaching conditions. The author develops a case study from the available data. The comparative analysis of the national profiles demonstrates that applications of the decentralization process are quite different between these two countries and that the current regulation of the education systems is built on a composite model.

Contexte et problématique

Les questions à l'origine de cette recherche ont été motivées par les nouvelles politiques de décentralisation de l'éducation prescrites, à travers les programmes d'ajustement structurel (PAS), à la plupart des pays d'Afrique subsaharienne dont le Bénin et le Sénégal, les deux pays ciblés dans la présente étude. Il faut souligner que dans les premières années de leur indépendance au début des années 60, les systèmes d'éducation des pays concernés ont connu un développement important en particulier sur le plan quantitatif. Ces pays jouissaient alors d'une situation économique favorable pouvant soutenir l'expansion de leurs systèmes éducatifs. Mais cette expansion de l'éducation n'a pu se maintenir au-delà de la première décennie de l'indépendance pour diverses raisons dont en particulier la détérioration de la situation économique.

En effet, la crise économique généralisée des années 70, la forte croissance démographique, les politiques de massification de l'éducation et leurs implications financières, ont contribué à détériorer la santé économique de ces jeunes États indépendants, les rendant pratiquement incapables de consacrer les moyens nécessaires à des programmes sociaux fondamentaux dont l'éducation. Ces pays n'ont eu guère d'autre choix que de se tourner vers l'aide et la dette extérieures pour le financement de leurs programmes de développement, notamment celui de l'éducation (Dumont, 1985, 1986; Mahillet, 1992; Toussaint, 2003).

Au fil des années, la dette extérieure a pris une ampleur telle que les bailleurs de fonds internationaux ont fini par mettre ces pays sous surveillance politique et économique stricte à travers les programmes d'ajustement structurel (PAS). La stratégie de ces bailleurs, particulièrement celle du FMI et de la Banque mondiale, repose sur un puissant mécanisme de subordination des pays endettés à travers une prescription de choc que constituent les PAS. Comme le soulignent certains analystes de la dette extérieure (Ismi, 1998 ; Millet, 2003 ; Toussaint, 2003 ; Zacharie 2003), ne reçoivent d'autres prêts pour le développement et le remboursement des dettes que les États qui acceptent d'adopter les plans d'ajustement structurel élaborés à cette fin.

Ces PAS se résument en un ensemble de mesures peu variables d'un pays à l'autre. Sur le *plan économique*, ces mesures se traduisent par une austérité budgétaire sans précédent à travers, entre autres, la réduction des dépenses de l'État, la baisse drastique des budgets des secteurs sociaux jugés non productifs (santé, éducation, subventions aux produits et services de première nécessité), la dévaluation de la monnaie locale atteignant parfois des taux de 40 à 50%, la privatisation massive des entreprises publiques, donc un désengagement de l'État.

Sur les *plans politique et administratif*, ces mesures avaient pour but de conduire à l'adoption d'un appareil étatique minimal et l'introduction de nouveaux modes d'organisation à travers des réformes institutionnelles et structurelles. La *décentralisation* des affaires publiques en général et celle de l'éducation en particulier, participe de ces réformes prescrites aux pays concernés.

En *éducation*, la mise en œuvre de ces mesures a contribué à une récession des services éducatifs se traduisant par la dévalorisation de la profession enseignante, la sous qualification et la paupérisation d'un grand nombre d'enseignants, des régressions record des salaires par rapport aux années antérieures aux PAS, le gel de recrutement d'enseignants fonctionnaires, le recrutement massif d'enseignants non fonctionnaires (Dario, 2000; Mingat et Suchaut, 2000; OIT, 2001; Samoff *et al*, 1996).

Il est important de rappeler que les pays de l'Afrique subsaharienne, -ex colonies de l'Afrique occidentale française (AOF)¹, ne sont pas à leur première prescription commune. Leurs systèmes scolaires sont issus d'une matrice

commune héritée de la colonisation et basée sur des textes fondateurs consignés dans une charte que Désalmand (1983) désigne sous l'appellation **la charte de 1903**. Cette charte constitue la première référence réglementaire commune qui a présidé à l'organisation de l'instruction publique dans cette partie de l'Afrique. Elle spécifiait dans les moindres détails, les différents ordres et niveaux d'enseignement, les buts et programmes d'enseignement, les différentes catégories d'enseignant, etc.

Questions de recherche

Étant donné ce passé colonial commun, et face à la nouvelle prescription commune par le biais des PAS, nous avons cherché à savoir si les deux pays sous étude (le Bénin et le Sénégal), demeurent encore semblables à l'égard de la régulation de leur système d'éducation. Après leur accession à l'indépendance ces pays ont-ils gardé le même modèle de régulation de l'éducation hérité de la colonisation en dépit des changements enregistrés dans les contextes nationaux respectifs ? Y a-t-il eu des continuités et/ou des ruptures ? Comment les nouvelles orientations prescrites se définissent ou s'interprètent-elles dans ces pays dans la régulation des affaires publiques en générale et à l'égard de la régulation des systèmes d'éducation en particulier ? Autrement dit, comment le Bénin et le Sénégal s'approprient-ils les nouvelles injonctions à travers la décentralisation de leurs systèmes d'éducation ? L'ensemble des interrogations qui précèdent a conduit à la formulation de la question principale de recherche suivante :

« Dans le contexte de **la décentralisation de l'éducation**, quel est **l'état actuel de la régulation** des systèmes éducatifs du Bénin et du Sénégal, au niveau de **l'enseignement fondamental ou éducation de base**, à l'égard de *l'offre d'éducation*, des *programmes d'enseignement*, de *l'inspection et/ou contrôle des enseignants* et de la *condition enseignante* » ?

C'est à cette question que l'article tente de répondre en lien avec quatre aspects clés du système éducatif, à savoir *l'offre d'éducation*, les *programmes d'enseignement*, *l'inspection et/ou contrôle des enseignants* et la *condition enseignante*. Le choix de ces aspects du système éducatif comme objets d'analyse et de comparaison se justifie par le fait qu'ils sont souvent associés à la régulation de contrôle. En effet, dans la régulation du système éducatif, ces aspects spécifiques sont, plus souvent qu'autrement, soumis à beaucoup de structuration de la part de l'autorité centrale.

Cadre conceptuel de l'étude

La **décentralisation** et la **régulation** constituent les concepts centraux de cette étude. Pour éviter toute querelle sémantique, précisons d'entrée de jeu avec Friedberg (1997) et Reynaud (1997) qu'il s'agit de concepts à caractère

polysémique, renvoyant généralement aux phénomènes associés à la structuration et au fonctionnement d'une organisation.

Le concept de **décentralisation** réfère, selon Lemieux (1997) et l'OIT (2000), à la répartition et/ou au transfert de pouvoirs de décision et de responsabilités aux différentes instances de régulation déterminées. Un survol des écrits relatifs à l'expérience africaine en matière de décentralisation (Olowu, 2001 ; Bako-Arifari, 1998 ; Bako-Arifari *et al*, 2004 ; Unesco, 2002) révèle que depuis la période coloniale, diverses tentatives ont été entreprises pour décentraliser les structures d'administration des territoires colonisés. Ces initiatives s'étaient généralement traduites par la déconcentration pure et simple des services de l'administration coloniale centrale vers les instances et/ou unités de représentation périphérique et locale.

Olowu (2001) souligne que les programmes d'ajustement structurel ont introduit, au cours des années 1980 et 1990, de nouvelles initiatives de décentralisation dans ces ex-colonies. À l'échelle du continent, le degré ou la forme de décentralisation varie considérablement d'une région à l'autre et est déterminé tant par l'histoire que par l'évolution politique spécifique des pays concernés. L'auteur fait remarquer que l'Afrique est le continent où les structures formelles de gouvernement local sont les plus fragiles car plus souvent qu'autrement soumises à un contrôle hiérarchique. Les travaux de Bako-Arifari (1998), Bako-Arifari *et al* (2004) questionnent, pour leur part, la place des institutions traditionnelles de pouvoir dans les politiques gouvernementales en relation avec les politiques actuelles de décentralisation. Ces institutions traditionnelles selon Bako-Arifari, font l'objet de nombreux préjugés dans la nouvelle régulation des affaires publiques des pays en développement. Plus souvent qu'autrement elles sont perçues comme des vestiges d'un passé révolu dont le village symboliserait l'image, en plus de constituer pour certains, des obstacles au progrès économique et social et un goulot d'étranglement qu'il faut écarter dans les nouvelles politiques d'administration. Au-delà des préjugés dont elles peuvent faire l'objet, nous pensons avec Bako-Arifari que les institutions traditionnelles jouent un rôle important dans le succès des opérations de développement en milieu rural, en plus de témoigner, sur le plan politique, de formidables capacités de régulation sociale.

Dans le champ de l'**éducation**, la politique de décentralisation a été présentée dans les pays sous ajustement comme une stratégie moins coûteuse, susceptible de délester financièrement et de façon significative, les ministères responsables de l'éducation en plus de contribuer à une participation accrue des citoyens à la gestion de l'éducation. Certains auteurs (Dario, 2000; McGinn et Welsh 1999; Pelletier, 2000 et 2001; Unesco 2002) soulignent pourtant qu'il n'en est véritablement pas ainsi dans les contextes nationaux de ces pays. Nombreux sont les pays qui ont mis en œuvre des politiques de décentralisation de

l'éducation en transférant la responsabilité de la construction des écoles aux municipalités et celle du recrutement des enseignants aux bureaux locaux chargés de l'éducation. D'autres ont, en revanche, renvoyé des marges importantes de responsabilités, parfois même toute la responsabilité de l'éducation de l'organe central vers les niveaux périphérique et local sans transfert de crédits appropriés (Pelletier, 2000 :10). Quant à la participation sociale escomptée, elle est, selon Olowu (2001), encore loin d'être une réalité dans de nombreux contextes africains.

En ce qui concerne le concept de ***régulation***, convenons avec Reynaud (1997) qu'il réfère aux *règles* et/ou aux *modèles d'action* qui structurent le fonctionnement de l'organisation. Reynaud précise par ailleurs que c'est la source des règles qui détermine le type ou la forme de régulation et il en distingue deux types majeurs : la régulation de contrôle ou régulation normative ou institutionnelle et la régulation autonome. La ***régulation de contrôle*** a pour source l'autorité hiérarchique et est basée sur une hiérarchie de pouvoirs formels et des réglementations. La ***régulation autonome*** émane quant à elle des acteurs exécutants individuels ou collectifs et centrée sur le mécanisme d'ajustement mutuel, de stratégies multilatérales d'influence et de pouvoirs et de règles informels.

Des deux types de régulation déterminés par Reynaud (1997), la ***régulation de contrôle*** est celle qui répondait le mieux au besoin de cette recherche parce que c'est celle que nous pouvions examiner. En effet, certaines contraintes, notamment d'ordre financier, nous ont amenée à baser l'analyse de cette étude sur des données documentaires qui relèvent de la régulation de contrôle des affaires publiques, en l'occurrence celles de l'éducation des deux pays examinés. Dans le cadre de la présente étude, nous entendons par ***régulation de contrôle*** les normes globales de structuration et de fonctionnement des instances décentralisées ou paliers de régulation, impulsées par l'État à travers des dispositions juridiques et réglementaires présidant à la régulation des systèmes d'éducation dans les contextes nationaux des pays étudiés.

Démarche méthodologique

Sur le plan méthodologique, l'étude de cas a été privilégiée dans le cadre de cette recherche qui se veut avant tout descriptive et comparative. La perspective descriptive vise une explication à la fois synchronique et historique de ***l'état actuel de la régulation de l'éducation*** dans les deux pays étudiés. L'aspect synchronique de la description réfère à l'état actuel de la régulation de l'éducation du Bénin et du Sénégal, tandis que la forme historique a trait à la régulation coloniale de l'éducation communément partagée par ces deux pays. La recherche s'est déroulée en quatre étapes : la ***constitution des données***, la ***réalisation de monographies nationales***, la ***validation*** de chaque étude de cas auprès d'un acteur

national intéressé et bien informé sur la problématique de l'étude et enfin la **comparaison** des deux cas.

Soulignons d'entrée de jeu que les **données de la recherche** ont été constituées à partir des données invoquées ou **données documentaires**. Si l'état actuel de la régulation de l'éducation du Bénin et du Sénégal constitue la question spécifique à laquelle cette étude cherche à répondre, la description et l'explication de cet état actuel ainsi que les différences et les similitudes qui caractérisent leurs systèmes éducatifs ne se limitent pas seulement aux déterminants actuels de la régulation à travers la décentralisation de l'éducation qui leur a été prescrite. Un regard rétrospectif sur les ruptures et les continuités enregistrées par rapport au modèle historique communément partagé a, par conséquent, été privilégié afin de situer l'état actuel de la régulation et de proposer une explication plus large et nuancée des différences et des similitudes observées. Cette démarche à la fois synchronique et historique nous a donc conduit à recourir à des données documentaires tant historiques que contemporaines témoignant de la régulation des systèmes scolaires des pays étudiés.

Le corpus de base comprend plus de 250 documents totalisant plus de 9000 pages. Un tableau générique joint en annexe présente une **base factuelle** de quelques-unes des **données documentaires les plus significatives** ayant concouru à la réalisation de l'étude.

Pour les besoins de l'étude, la **construction** des **monographies nationales** a été organisée autour d'un découpage temporel approximatif, soit les périodes : -historique (1902-1960), -post-coloniale (1960-1980) et -contemporaine (1980-2005). Pour chaque période déterminée, les informations issues des données documentaires sur les différents paliers de régulation ont été croisées avec celles reliées aux objets d'analyse pour cerner l'évolution de la régulation de l'éducation dans les deux pays au fil des années, le but étant d'en situer et expliquer l'état actuel.

Rappelons que les questions à l'origine de cette recherche ont été motivées par les nouvelles politiques de décentralisation de l'éducation prescrites aux pays sous étude à travers les politiques d'ajustement structurel. Nous cherchions à savoir si le Bénin et le Sénégal demeurent encore semblables dans la régulation de leur système d'éducation, comment les nouvelles orientations de la gestion des affaires publiques telle que prescrites par les institutions internationales s'interprètent ou se définissent dans ces pays et quel est l'état actuel de la régulation de leurs systèmes éducatifs?

Principaux résultats

Les résultats de cette recherche sont présentés en trois points principaux : (i) les appropriations structurelles de la décentralisation, (ii) l'état actuel de la régulation

de l'éducation et (iii) les ruptures et continuités qui caractérisent la régulation des systèmes d'éducation des pays étudiés

Les appropriations structurelles de la décentralisation

Dans la plupart des pays africains ayant adopté la décentralisation comme mode de gestion des affaires publiques, l'on distingue au moins trois niveaux ou paliers de régulation indépendamment du palier central. Il s'agit notamment du palier communal, du palier régional et du palier de la communauté rurale. Tel que le montre le **tableau 1** suivant, le Bénin et le Sénégal ne se sont pas approprié les orientations prescrites de la même manière en matière de structuration administrative et politique.

Tableau 1 : Appropriations structurelles de la décentralisation

<i>Paliers de régulation</i>	<i>Commune</i>	<i>Région</i>	<i>Communauté rurale</i>
Pays			
Bénin	X	-	-
Sénégal	X	X	X

Au plan global de la structuration administrative et politique l'on note une réforme structurelle restreinte au Bénin où un seul niveau de décentralisation a été déterminé, soit le niveau communal. Une telle option limite les occasions de définition et/ou d'appropriation d'espaces de participation sociale pourtant souhaitée par la population dans le cadre réglementaire de la décentralisation. Au plan décisionnel, la mise en œuvre de la décentralisation au Bénin donne à voir un modèle de régulation complexe, marqué par la prédominance du contrôle hiérarchique à l'intérieur des instances décentralisées au travers des préfets. En tant qu'acteurs désignés de l'État, ces derniers continuent, en dépit du contexte de décentralisation, d'assurer la tutelle de l'autorité centrale sur les Communes. Cet état de fait confirme la remarque d'Olowu (2001) selon laquelle l'Afrique est le continent où les structures formelles de gouvernement local sont les plus fragiles car plus souvent qu'autrement soumises à un contrôle hiérarchique.

Au Sénégal par contre, trois niveaux de décentralisation ont été déterminés, la Commune, la Région et la Communauté rurale. Ce pays a connu une réforme structurelle d'une certaine envergure et l'on note une responsabilisation relativement importante des instances sous-nationales. Au plan décisionnel, la détermination de ces collectivités locales a contribué à l'accroissement des espaces politiques de prise de décision et de participation sociale.

L'état actuel de la régulation des systèmes éducatifs du Bénin et du Sénégal

Deux constats principaux se dégagent de notre analyse à l'égard de la régulation des systèmes éducatifs du Bénin et du Sénégal:

1- Le système éducatif de chacun des deux pays étudiés est actuellement régulé selon un **modèle composite**, c'est-à-dire un modèle de régulation de contrôle à la fois fort et flexible en fonction de l'objet d'analyse.

2- Le caractère composite de la régulation ne se présente pas de la même façon dans les deux pays en dépit de la prescription commune. En effet, la plupart des objets d'analyse de l'étude sont soumis à un contrôle à la fois fort et flexible au Bénin en dépit du contexte de décentralisation, tandis que les mêmes objets d'analyse témoignent d'un contrôle flexible au Sénégal.

Il faut noter que le **modèle composite de la régulation** observé dans ces deux pays ne saurait être dissocié de l'institutionnalisation des pratiques antérieures de régulation dont les origines remontent avant et même après leur accession à l'indépendance. Barroso (2004) et Lê Thành Khôi (1981) l'ont souligné et notre recherche le confirme aussi, la régulation est un processus historiquement et socialement contingente. Même si des changements significatifs sont enregistrés au Sénégal, à bien des égards les deux pays ne sont pas encore totalement affranchis de l'institutionnalisation des habitudes de régulation héritées du modèle colonial de l'éducation. On peut comprendre qu'adoptées au fil des années, ces pratiques antérieures de régulation ne peuvent s'estomper soudainement ou se transformer du jour au lendemain. Comme le souligne Boote *et al.* (2001), l'institutionnalisation est un processus lent dont l'enracinement peut s'échelonner sur plusieurs générations.

En outre, si la régulation de l'éducation paraît plus flexible au Sénégal qu'au Bénin, il est cependant intéressant de noter une similitude dans l'état actuel de régulation, au regard de certains objets d'analyse de l'étude. Les dimensions autour desquelles ces deux pays se rapprochent en la matière, font l'objet d'un contrôle fort. Le contrôle fort de ces objets tant au Bénin qu'au Sénégal, n'étonne guère dans la mesure où les dimensions concernées relèvent des aspects de régulation *quasi non négociables* par rapport aux exigences des institutions financières internationales. Il s'agit notamment de **l'inspection ou contrôle** des enseignants, considérée dans son volet administratif, de la **rémunération**, de la **promotion** et/ou **plan de carrière** des enseignants. La maîtrise des incidences financières liées à ces aspects spécifiques du système éducatif s'impose ou est attendue du pouvoir central des pays sous ajustement structurel pour répondre aux exigences économiques.

Que ce soit au Bénin ou au Sénégal, on peut dire que les enseignants sont, entre autres, les acteurs socioprofessionnels qui ont fait le plus les frais des pressions internationales sur les gouvernements nationaux en matière de contrôle des dépenses publiques. Cela s'est traduit dans les contextes respectifs de l'étude

par la détermination de statuts différents pour la même fonction d'enseigner (distinction entre enseignants fonctionnaires et non fonctionnaires), absence et/ou réduction de la durée de formation professionnelle initiale, un niveau inférieur de rémunération et une perspective précaire de carrière des enseignants non fonctionnaires.

Les différences les plus marquantes dans la régulation des systèmes d'éducation dans ces deux pays concernent particulièrement *l'offre d'éducation*, les *programmes d'enseignement*, le *recrutement* et la *formation initiale* et *continue* des enseignants comme on peut le voir dans le **tableau 3** suivant :

Tableau 3 : État actuel de régulation : Différences observées

Pays sous étude Objets d'analyse	Bénin	Sénégal	Remarques
<i>Offre d'éducation</i>	Centra-/Décentralisée		Contrôle à la fois fort et flexible. Ambiguïtés
		Décentralisée	Contrôle flexible, mais de nombreux chevauchements
<i>Programmes d'enseignement</i>	Centralisés		Contrôle fort (le palier central décide de tout)
		Décentralisés	Contrôle flexible (participation des différentes instances à leur élaboration)
<i>Recrutement</i>	Centralisé (enseignants réguliers de l'État) Dévolu (enseignants contractuels)		Contrôle à la fois fort et flexible
		Décentralisé	Contrôle flexible
<i>Formation initiale</i>	Normalisée/ Déconcentrée/Dévolue		Contrôle à la fois fort et flexible
		Décentralisée	Contrôle flexible
<i>Formation continue</i>	Centralisée/Dévolue		Contrôle à la fois fort et flexible
		Décentralisée	Contrôle flexible

Au regard de l'offre, la loi sur la décentralisation au Bénin (Loi N° 97-029) stipule sur le plan décisionnel, que les Communes en tant que collectivités locales s'administrent librement. Force est, pourtant, de constater que ces Communes sont soumises à un contrôle hiérarchique à travers le Département et son responsable désigné, le préfet, qui exerce un pouvoir de contrôle sur leurs actes, entretenant ainsi quelque ambiguïté dans la régulation des affaires publiques dans ce pays.

À titre d'illustration, le dossier de demande de construction ou d'extension d'une école publique, initié par la Commune, doit être obligatoirement soumis à l'examen du Conseil Consultatif Départemental avant d'être acheminé par voie hiérarchique au ministère de l'éducation. Le Ministre de l'éducation demeure en définitive, la seule autorité qui dispose du pouvoir de création ou d'extension d'une école publique. Quant aux programmes d'enseignement, ils figurent parmi les composantes du système d'éducation où l'autorité de l'État béninois, initiateur principal de ces programmes, paraît la plus établie et la plus institutionnalisée. Toutes les disciplines d'enseignement de l'éducation de base sont décidées par les autorités centrales compétentes du ministère de l'éducation. En ce qui concerne les décisions entourant le recrutement des enseignants réguliers de l'État, elles se prennent également au palier central; seul le recrutement des enseignants non fonctionnaires est dévolue (en dehors du cadre réglementaire de la décentralisation) aux associations et parents d'élèves. Il en va de même pour la formation initiale et continue des enseignants réguliers de l'État qui se décident et se déroulent au palier central. Il est d'ailleurs rare que les enseignants non fonctionnaires en bénéficient et s'ils en bénéficient, cette formation est de très courte durée.

Au Sénégal, les paliers décentralisés jouissent d'une importante capacité d'action au regard de la plupart des dimensions étudiées au plan décisionnel. Mais la mise en œuvre de cette décentralisation révèle des chevauchements importants dans l'exercice des compétences entre les instances de régulation déterminées. *L'offre de l'éducation* fait particulièrement l'objet de ces chevauchements car certains aspects de sa régulation (construction, équipement, maintenance) relèvent concomitamment des trois paliers de régulation déterminés. En ce qui concerne les **programmes d'enseignement**, des changements importants ont été enregistrés en la matière. Les enseignants des différentes instances de régulation ainsi que les inspecteurs départementaux sont désormais associés à leur élaboration.

Il faut noter par ailleurs, que depuis l'année 2000, le système de **formation** ainsi que le mode de **recrutement** des enseignants au Sénégal, ont été réformés en fonction des objectifs du programme décennal de l'éducation et de la formation (PDEF). Dans le cadre de ce programme national, la voie d'accès à la profession enseignante dans ce pays demeure désormais, le recrutement sur concours d'entrée dans les écoles de formation des instituteurs (EFI) implantées dans les instances régionales de régulation.

La comparaison des portraits nationaux a en définitive permis de constater que la mise en œuvre des politiques de décentralisation dans les deux pays étudiés révèle des différences nationales d'appropriation tant sur le plan structurel que décisionnel. Mais comment peut-on expliquer de telles différences de régulation en dépit de la prescription commune? Le détour historique de la régulation de l'éducation dans ces pays a permis d'éclairer la question.

La régulation de l'éducation au cours des périodes coloniales et post-coloniales : Ruptures et continuités

Dans la mesure où les systèmes éducatifs de ces pays ont été mis en place avant leur accession à l'indépendance, l'on ne peut avoir des réponses pertinentes à la question relative aux différences d'appropriation en se limitant uniquement aux déterminants actuels de la régulation. Prenant pour acquis que le passé peut éclairer et expliquer le présent, nous nous sommes alors penchée sur l'histoire de la régulation de l'éducation dans ces deux pays pour saisir le sens de l'état actuel de régulation. Pour ce faire, nous nous sommes appuyée principalement sur les travaux de [Lê Thành Khôi (1971), de Bolibaugh (1972), de Bouche (1975), de Colin (1980), Désalmand (1983) et de Fall (2002)].²

Tableau 4 : Modèle historique commun de régulation

Paliers de régulation	Palier Métropolitain (France)	Palier Central Dakar (Écoles fédérales)	Paliers locaux des Colonies (écoles régionales et urbaines)	Milieu rural (Écoles des villages)
<i>Dimensions</i>				
<i>Offre d'éducation</i>	–	X Définition des grandes orientations à travers les textes de la Charte	X Réalisation des infrastructures scolaires	–
<i>Programmes d'enseignement</i>	–	X Définition des grandes orientations à travers les textes de la Charte	X Adaptations prescrites	–
<i>Inspection</i>	–	X	–	–
Condition Enseignante				
<i>Recrutement</i>	X	X	X	X
<i>Qualification</i>	X	X	–	–
<i>Rémunération</i>	–	–	X	–

L'analyse rétrospective révèle que le Bénin et le Sénégal ont eu à partager pendant la période coloniale, un même modèle de régulation de leur système éducatif. C'était un modèle de régulation de l'éducation basé sur *la Charte de 1903* et marqué par un *contrôle décisionnel fort* et une *flexibilité*

structurelle par rapport à la plupart des objets d’analyse de l’étude comme le montre le **tableau 4**.

On peut voir sur le **tableau 4** que la *rémunération* des enseignants apparaît *décentralisée*. Une telle flexibilité de la régulation peut trouver sa justification dans la volonté de l’autorité centrale de Dakar de dégager sa responsabilité de la prise en charge financière des enseignants œuvrant dans les différentes colonies. En ce qui concerne la *flexibilité relative* entourant le *recrutement*, elle peut en revanche, s’expliquer par le souci d’expansion de l’œuvre coloniale. À cette époque, comme le soulignaient Bouche (1975) et Désalmand (1983), toutes les initiatives pouvant contribuer à l’expansion coloniale, étaient bien venues et fort appréciées. *L’inspection* par contre faisait clairement l’objet d’un *contrôle fort* et cela est compréhensible dans la mesure où l’autorité centrale devait s’assurer de la conformité des orientations prescrites aux politiques coloniales déterminées au niveau central.

À l’indépendance, les contextes respectifs de régulation de l’éducation de ces pays ont évolué différemment à bien des égards, tout en demeurant semblables à d’autres égards. Autrement dit, il y a eu des ruptures mais aussi des continuités par rapport au modèle colonial. La différence la plus marquante au cours de la période post-coloniale s’observe autour de la régulation de l’offre d’éducation surtout au Bénin (voir tableau 5).

Tableau 5 : Période post-coloniale : Similitudes et différences observées à

l’égard de l’offre

Pays sous étude	Bénin	Sénégal	Remarques
Dimensions			
<i>Offre d’éducation</i>	Centralisée		Rupture par rapport modèle historique Contrôle fort (État, principal responsable de l’offre).
		Décentralisée (sous contrôle du Préfet)	Continuité structurelle et décisionnelle <i>Partenariat encadré</i> <i>Contrôle a priori</i> en dépit du contexte structurel décentralisé

Au Bénin, on remarque dans le **tableau 5** ci-dessus que l’offre d’éducation demeure centralisée, marquant ainsi une rupture par rapport au modèle historique. En revanche au Sénégal, l’offre d’éducation est demeurée décentralisée, traduisant une certaine continuité structurelle et décisionnelle

comparativement au modèle historique. Les choix politiques faits à l'indépendance semblent avoir été déterminants dans les modèles de régulation observés. Le Bénin avait opté, à son indépendance, pour une administration publique centralisée. Ce choix s'était traduit par une régulation de contrôle fort des affaires publiques en général et de l'éducation en particulier, marquant ainsi une rupture structurelle par rapport au modèle coloniale. Le Sénégal qui a une réputation traditionnelle d'administration publique décentralisée, du moins au plan structurel, est demeuré à l'indépendance dans une logique de continuité par rapport au modèle historique avec une régulation de contrôle plus flexible que fort de son système d'éducation.

Conclusion

L'analyse de la nouvelle régulation de l'éducation au Bénin et au Sénégal dans une perspective historique et sociopolitique a permis de mettre en évidence certains constats. En effet, en dépit des prescriptions communes, la mise en œuvre des politiques de décentralisation révèle des différences nationales d'appropriation tant sur le plan structurel que décisionnel. La décentralisation a certes permis d'instaurer des espaces démocratiques locaux et intermédiaires, mais l'analyse a montré que la détermination des instances décentralisées n'induit pas ou ne garantit pas nécessairement l'autonomie et/ou la responsabilisation des acteurs qui y interviennent.

En définitive, l'état actuel de régulation des systèmes éducatifs des pays étudiés reflète des modèles composites de régulation marqués par un contrôle à la fois fort et flexible. Le poids des politiques institutionnelles antérieures (coloniales et post-coloniales) associé aux ambiguïtés et aux chevauchements de compétences entre les différentes instances de régulation, participe dans une large mesure des *modèles composites* actuels de régulation. Il en est ainsi parce que les nouvelles orientations prescrites se superposent ou s'articulent aux anciennes pratiques de régulation. Autrement dit, la mise en œuvre de la nouvelle régulation doit composer, sinon jongler avec des héritages de régulation institutionnalisés, difficiles à abandonner ou à transformer du jour au lendemain.

Nous pensons, à travers cette étude, avoir contribué à l'explication et à la compréhension de l'évolution de la régulation des systèmes d'éducation du Bénin et du Sénégal. L'angle d'analyse (historique, sociopolitique et contemporaine) privilégié a permis de dégager les continuités et les ruptures enregistrées au fil des époques, de situer l'état actuel de régulation en plus de relever les enjeux de cette nouvelle régulation et ses effets. À travers la mise en contexte de la nouvelle régulation de l'éducation dans ces deux pays, nous pensons avoir contribué à informer les décideurs internationaux d'aide au développement sur l'implantation

des réformes prescrites, les appropriations nationales qui en résultent, les tensions et contradictions qui naissent de la mise en œuvre de ces réformes.

Notes:

1. L'AOF était composée du Sénégal, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey (actuel Bénin), du Burkina Faso, du Niger, du Mali et de la Mauritanie.
2. Ces **auteurs** rendent compte des politiques éducatives coloniales et post-coloniales, contribuant chacun à leur manière, à l'élaboration de l'histoire de l'organisation de l'éducation dans les pays d'Afrique dont ceux sous étude.

Références bibliographiques (Voir aussi l'annexe: "Base factuelle")

- Bako-Arifari, N. (1998). *Relations de processus de décentralisation et pouvoirs traditionnels : typologies des politiques rencontrées*. Rapport de recherche, Division du développement rural de la FAO.
- Bako-Arifari, N., Doeverspeck, M., Singer, U. (2004). *Politique locale et stratégies de mobilisation de ressources financières à l'échelle communale au Bénin*. Dans Financer la décentralisation rurale : Taxes et impôts à l'échelle locale au Bénin, Burkina Faso et Mali. Série décentralisation et gouvernance locale, Bulletin 357 pp.16-44. Sous l'édition de T. Hilhorst et G. Baltissen, Institut Royal des Tropiques. Amsterdam KIT Development, Policy and Practice
- Barroso, J. (2004). *Les nouveaux modes de régulation des politiques éducatives en Europe : De la régulation du système à un système de régulation*. Communication présentée lors du Colloque international du centre de recherche en éducation de Nantes du 19 mars 2004.
- Bolibaugh, J.B. (1972) *Education development in Guinea, Senegual and Ivory Coast*. Unesco edition
- Boote, D.N., Wideen Marvin, F., Mayer-Smith, J., Yazon Jessamyn, O. (2001). « *Le renouvellement de la profession enseignante : tendances, enjeux et défis des années 2000* ». Dans Éducation et francophonie pp 5, 16-22. Volume XXIX, No1, printemps 2001.
- Bouche, D. (1975). *L'enseignement dans les territoires français de l'Afrique occidentale de 1817 à 1920 : Mission civilisatrice ou formation d'une élite ?* Thèse de doctorat, Tomes I et II, Paris, Université de Paris I.
- Colin, R. (1980). *Système d'éducation et mutations sociales : Continuité et discontinuité dans les dynamiques socio-éducatives, le cas du Sénégal*. Thèse de doctorat, Tommes I et II, Paris, université de Paris V
- Dario, P. (2000). *L'éducation pour tous en Afrique de l'Ouest*. Revue Internationale d'Éducation, no 27.
- Désalmand P. (1983) *Histoire de l'éducation en Côte d'Ivoire : des origines à la conférence de Brazzaville*, tome 1. Éditions CEDA, Abidjan Côte d'Ivoire

- Dumont, R. (1985). *Finis les lendemains qui chantent, Bangladesh-Népal : « l'aide » contre le développement*. Éditions du Seuil, Février 1985 285 pages
- Dumont, R. (1986). *Pour l'Afrique, j'accuse : Le journal d'un agronome au Sahel en voie de destruction*. Éditions Terre Humaine. Plon. 458 pages
- Fall, A. (2002). *L'école au Sénégal : la question de l'adaptation. Histoire d'une problématique récurrente de 1817 à nos jours*. Thèse de Doctorat, Dakar, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, république du Sénégal
- Friedberg, E. (1997). « *Les repositionnements induits par la décentralisation et le développement des partenariats : Approche par la sociologie de l'action organisée* ». Dans Affichard, J. (1997). *Décentralisation des organisations et problèmes de coordination : Les principaux cadres d'analyse* pp 57-64 Éditions L'Harmattan
- Ismi Isad. (1998). *Le FMI et la Banque mondiale contre le tiers monde*. Version abrégée de l'article Plunder With a Human Face. Z Magazine, Février 1998.
- Lemieux, V. (1997). *La décentralisation*. Les Éditions de L'QRC
- Lê Thành Khôi (1971). *L'enseignement en Afrique tropicale*. Édition Presse Universitaires de France. Collection Tiers Monde. 463 pages
- Lê Thành Khôi (1981). *L'éducation comparée*. Armand Colin Éditeur, Paris. 316 pages
- Mahillet, A. (1992) *Études descriptives de la perception des professeurs des lycées professionnels de Côte d'Ivoire concernant leur formation professionnelle de 1976 à 1990*. Thèse de doctorat. Montréal : Université de Montréal
- McGinn., N., Welsh, T. (1999). *La décentralisation dans l'éducation : Pourquoi, quand, quoi et comment ?* Institut international de planification de l'éducation. Unesco.
- Millet, D. (2003). *La tragédie de la dette : d'un colonialisme à l'autre*. CADTM France, Bulletin N° 6
- Mingat, A., Suchaut, B. (2000). *Les systèmes éducatifs africains, une analyse économique comparative*. De Boeck Université.
- OIT, (2000). *La formation permanente au XXème-siècle : L'évolution des rôles du personnel enseignant*. Rapport soumis aux fins de discussion à la réunion tripartite sur la formation permanente au 21^e siècle, l'évolution des rôles du personnel enseignant 2eme partie
- OIT (2001). *L'impact de la décentralisation et de la privatisation sur les services municipaux*. Rapport soumis aux fins de discussion à la Réunion paritaire sur l'impact de la décentralisation et de la privatisation sur les services municipaux " Genève, 15-19 octobre 2001 Bureau international du Travail Genève
- Olowu Dele (2001). *Structures et processus politiques et institutionnels locaux*. Colloque sur la décentralisation et la gouvernance locale en Afrique. Le Cap, Afrique du Sud 26-30 Mars 2001.
- Pelletier, G. (2000). *D'une décennie perdue au grand bond en arrière : Décentralisation, Privatisation et obligation des résultats au sein des pays en développement*. LABRIPROF/CRIFPE. Université de Montréal.
- Pelletier, G. (2001) *Autonomie et décentralisation en éducation : entre projet et évaluation*. LABRIPROF/CRIFPE, Université de Montréal /Éditions AFIDES.
- Reynaud, J.-D. (1997). *Les règles du jeu. L'action collective et la régulation sociale*. Troisième édition. Armand Colin Éditions
- Samoff, J., N'dri, T. Assié-Lumumba, Jallade, L. et Cohen, M. (1996) *Analyses, programmes et priorités de l'éducation africaine. Examen des inventaires et revue analytique des études sur le secteur de l'éducation en Afrique*. Rapport Unesco.

- Toussaint, E. (2003). *Endettement de l'Afrique subsaharienne au début du XXI^e siècle. L'Afrique : créancière ou débitrice ?* Article publié le 10 novembre 2003 (CADTM)
- Unesco (2002). *Amélioration de la gestion des écoles dans un contexte de décentralisation*. Programme de recherche et de formation coordonné par l'Institut international de planification de l'éducation (IIPE)
- Zacharie, A. (2003). *Étude de cas : Le Sénégal*. Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde. (CADTM)

ANNEXE : BASE FACTUELLE

A/ BENIN

Sur la Politique éducative en général

- * Gouvernement du Bénin (1975). *Loi d'Orientation de l'Éducation Nationale*. L'ordonnance N° 75-30 du 23 juin 1975, MEN
- * Gouvernement du Bénin (1990). *Les Actes des États Généraux de l'Éducation*. Ministère de l'éducation nationale/CNPMS. Cotonou, Bénin.
- * Gouvernement du Bénin (1991). *Document cadre de politique éducative*. Ministère de l'Éducation Nationale, Cotonou, Bénin.
- * Gouvernement du Bénin (2003). *Loi d'Orientation N° 2003-17 du 11 novembre 2003 portant orientation de l'Éducation Nationale et définissant le nouveau cadre juridique de l'enseignement et de l'éducation au Bénin*. République du Bénin

Sur les personnels enseignants

- * Gouvernement du Bénin (1971). *Statuts particuliers des corps des personnels des Enseignements Maternel et de Base*. Décret N° 71-19/CP/MFPT du 10 février 1971
- * Gouvernement du Bénin (1979). *Statut Général des Agents Permanents de l'État*. Ordonnance 79-31 du 04 juin 1979
- * Gouvernement du Bénin (1985). *Les personnels enseignants : Statuts Particuliers des Personnels des Enseignements moyen, général et technique*. Décret N° 85-374 du 11 septembre SIJIP - Système d'informations juridiques, institutionnelles et politiques.
- * Gouvernement du Bénin (1996-2003). *Organisation du Ministère des Enseignements primaires et secondaire* (MEPS). République du Bénin

Rapports nationaux

- * Gouvernement du Bénin (1995). *Rapport national sur le développement de l'éducation de la république du Bénin présenté à la 45^e session de la conférence internationale de l'éducation*. Ministère de l'éducation nationale/Institut national pour la formation et la recherche en éducation. Cotonou, Bénin.
- * Gouvernement du Bénin (2001). *Rapport national sur le développement de l'éducation de la république du Bénin préparé pour le BIE*. Ministère de l'éducation nationale, de la recherche scientifique/INFRE. Porto-Novo, Bénin
- * Gouvernement du Bénin (2004). *Rapport national sur le développement de l'éducation de la république du Bénin présenté à la 47^e session de la conférence internationale de l'éducation*. Ministère de l'éducation nationale, de la recherche scientifique et de la culture. INFRE, Porto-Novo, Bénin

Sur la décentralisation

- * Gouvernement du Bénin (1997). *Attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale (MISAT)*. Décret N° 97-176 du 21 avril 1997. République du Bénin
- * Gouvernement du Bénin (1999). *Découpage du réseau national de l'éducation en circonscriptions scolaires*. Décision N° 0010 du 04 février 1999. MEN/DPE
- * Gouvernement du Bénin (1999). *Organisation de l'administration territoriale de la république du Bénin*. Loi N° 97-028 du 15 janvier 1999. Mission de décentralisation. Recueil des Lois sur la décentralisation
- * Gouvernement du Bénin (1999). *Organisation des communes en république du Bénin*. Loi N° 97-029 du 15 janvier 1999. Mission de décentralisation, Recueil des Lois sur la décentralisation.

B/ SÉNÉGAL

Sur la Politique éducative en général

- * Gouvernement du Sénégal (1971). *Loi d'orientation de l'éducation nationale N° 71-36 du 3 juin 1971*. Textes réglementaires de portée générale /Politique éducative. Ministère de l'Éducation nationale.
- * Gouvernement du Sénégal (1972). *Organisation de l'enseignement élémentaire. Textes réglementaires relatifs au sous-secteur/Élémentaire*. Décret N°72-862. Ministère de l'Éducation Nationale.
- * Gouvernement du Sénégal (1979). *Organisation de l'Enseignement élémentaire*. Textes réglementaires relatifs au sous-secteur/Élémentaire. Décret N° 79-1165. Ministère de l'Éducation Nationale.
- * Gouvernement du Sénégal (1991). *Loi d'orientation de l'éducation nationale N° 91-22*. Textes réglementaires de portée générale/Politique éducative. Ministère de l'Éducation nationale.
- * Gouvernement du Sénégal (1998). *Le système d'éducation au Sénégal*. Ministère de l'éducation nationale, Direction de la planification et de la réforme de l'éducation.
- * Gouvernement du Sénégal (2000). *Lettre de politique générale pour le secteur de l'éducation et de la formation*. MEN/Ministère de l'économie, des finances et du plan.

Sur les personnels enseignants

- * Gouvernement du Sénégal (1977). *Recrutement des agents fonctionnaires relevant du Ministère de l'éducation*. Rubrique Textes Réglementaires relatifs à un sous secteur/Personnels. Décret N° 77-987
- * Gouvernement du Sénégal (1989). *Décret N° 89-594 du 25 mai 1989 modifiant et complétant le décret no 77-987 du 14 novembre 1977 portant statut particulier du cadre des fonctionnaires de l'Enseignement*. Textes réglementaires de portée générale /Politique éducative, Ministère de l'Éducation nationale
- * Gouvernement du Sénégal (1995). *Projet des volontaires de l'éducation (PVE) et fixant les conditions de sélection, de formation et de prise en charge des volontaires de l'éducation dans le secteur formel de l'éducation de base*. Rubrique textes réglementaires relatifs à un sous-secteur/Personnels. Arrêté N° 05558.
- * Gouvernement du Sénégal (1999). *Les conditions générales d'emploi et de rémunération des maîtres contractuels*. Rubrique textes réglementaires relatifs à un sous-secteur/Personnels. Décret N° 99-908

- * Gouvernement du Sénégal (2003). *Modification du décret N° 99-908 du 13 septembre 1999 fixant les conditions générales d'emploi et de rémunération des maîtres contractuels*. Rubrique textes réglementaires relatifs à un sous-secteur/Personnels. Décret 2003-76

Rapports nationaux

- * Gouvernement du Sénégal (1996). *Rapport national sur l'éducation au Sénégal. Contribution à la 45^e session de la conférence internationale de l'éducation*. Ministère de l'éducation nationale. Direction de la planification et de la réforme de l'éducation.
- * Gouvernement du Sénégal (2000). *Bilan éducation pour tous, Rapport national du Sénégal*. Ministère de l'éducation nationale.
- * Gouvernement du Sénégal (2000) *Évaluation des apprentissages et rendements scolaires au Sénégal : Mesures d'optimisation de l'efficacité du "curriculum réalisé" à l'école élémentaire*. Contribution à la 49^{ème} session ministérielle de la CONFEMEN, MEN sur la refondation des systèmes éducatifs. Ministère de l'éducation nationale du Sénégal.
- * Gouvernement du Sénégal (2001). *Le développement de l'éducation : Rapport national du Sénégal*. Ministère de l'éducation nationale chargé de l'enseignement technique. Direction de la planification et de la réforme de l'éducation.
- * Gouvernement du Sénégal (2004). *Le développement de l'éducation : Rapport national du Sénégal*. Direction de la planification et de la réforme de l'éducation. MEN

Sur la décentralisation

- * Gouvernement du Sénégal (1996). *Transfert de compétences, aux régions, aux communes et aux communautés rurales*. Ministère de l'éducation nationale, Rubrique Textes réglementaires de portée générale / Politique éducative, Loi N° 96.07.
- * Gouvernement Sénégal (2003) *Organisation et fonctionnement des Inspections d'Académie et des Inspections Départementales de l'Éducation Nationale*. Rubrique Textes réglementaires de portée générale Arrêté N° 750

Documents institutionnels

- * ADEA (2003). *Étude de cas national Sénégal : Décentralisation de la gestion de l'éducation et diversification des offres, Le « faire-faire »*. Biennale de l'ADEA Grand Baie, Maurice, 3-6 décembre 2003.
- * ADEA (2003). *Les conditions d'apprentissage pour une éducation de qualité au Bénin : l'application des normes EQF, étude de cas national Bénin*. Biennale de l'ADEA 2003, Grand Baie, Maurice, 3-6 décembre 2003.
- * ADEA, Banque Mondiale, Internationale de l'Éducation, Ministère de l'éducation Nationale de Mali (2004). *Conférence sur les Enseignants non fonctionnaires du primaire*. Organisée du 21 au 23 novembre 2004 à Bamako, au Mali
- * Banque Mondiale (2002). *Le système éducatif béninois : performance et espace d'amélioration pour la politique éducative*. Département du développement humain, Région Afrique/Banque mondiale.
- * FMI (2006). *Allègements de dette au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE)*. Département des relations extérieures du FMI Fiche technique - septembre 2006
- * Nations-Unies (2000). *Programme d'ajustement structurel et dette extérieure*. Commission des droits de l'homme.
- * OCDE (2001). *Profil économique et social des pays sahéliens : Burkina Faso, Cap Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad*. Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

- * OIT, (2000). & * OIT (2001). (*déjà signalés dans Références bibliographiques*)
- * ONU (1999). *Étude comparative des statuts généraux de la Fonction publique : le Bénin, le Burkina, la République centrafricaine, le Ghana, le Kenya, le Nigéria et le Sénégal. Département des affaires économiques et sociales. Division de l'économie et de l'administration publique. ST/ESA/PAD/SER.E/10*
- * Partenariat pour le Développement Municipal (PDM) (2000). *État de la décentralisation au Sénégal*. Mai 2000.
- * Partenariat pour le Développement Municipal (PDM) (2000). *État de la décentralisation au Bénin*. Mai 2000.
- * Toussaint, E. (2001). *Du Nord au Sud : Crise de la dette et plan d'ajustement*. CADTM/Syllepse
- * Toussaint, E. (2003). *Endettement de l'Afrique subsaharienne au début du XXI^e siècle. L'Afrique : créancière ou débitrice ?* Article publié le 10 novembre 2003 (CADTM)
- * Unesco (1980). *L'Éducation en Afrique tropicale en 1960*. Conférence des Ministres de l'Éducation des États membres de l'Afrique tropicale. Addis Abéba du 16 au 20 février 1960
- * Unesco (1995) *Stratégies éducatives pour les années 90 : Orientations et réalisations*. Rapport sur l'état de l'éducation en Afrique
- * Unesco (1998). *Les enseignants et l'enseignement dans un monde en mutation*. Rapport mondial sur l'éducation.
- * Unesco (1999). *Statistiques scolaires 1999-2000*.
- * Unesco (2000). *L'évaluation de l'éducation pour tous à l'an 2000 : Rapport mondial sur l'éducation, Cas du Bénin*
- * Unesco (2000). *L'évaluation de l'Éducation Pour Tous à l'an 2000*. Rapport mondial sur l'éducation, Cas du Sénégal.
- * Unesco (2002). (*déjà signalé dans Références bibliographiques*)
- * Unesco/OIT (1997). *Colloque conjoint Unesco/OIT sur les programmes d'ajustement structurel et la condition du personnel enseignant*. Dakar, Sénégal, 23 - 26 juin 1997. Rapport final.
- * Zacharie, A. (2002). *La dette du Bénin, symbole d'une transition démocratique avortée*. Article publié dans : Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM)
- * Zacharie, A. (2003). (*déjà signalé dans Références bibliographiques*)

Études historiques (déjà signalées dans Références bibliographiques)

* Bolibaugh, J.B. (1972) * Colin, R. (1980). * Désalmand P. (1983)	* Fall, A. (2002). * Lê Thành Khôi (1971). * Lê Thành Khôi (1981).

Madeleine D. Tchimou est diplômée de l'Université de Montréal, docteure (Ph.D) en administration scolaire. Membre du CRIFPE (Centre de recherche interuniversitaire sur la formation et la profession enseignante), actuellement professionnelle de recherche et chargée de cours à l'Université de Montréal. She can be reached at madeleine.tchimou.doffouchi@umontreal.ca